



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026 A 19H30

Le 28 septembre 2026, le conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois, régulièrement convoqué le 22 septembre 2026 conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Mairie, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Frédéric PETITTA, Maire.

Etaient présents :

Frédéric PETITTA, Nathalie VASSEUR, Jean-Pierre VIMARD, Sarah BENHAMMOU, , Alice SEBBAG, Amir BEN MERZOUG, Philippe ROGER Nadia CARCASSET, Héritier LUNDA, Karine FARINA, Marc LE MEUR, Laurence BELAIGUES, Philippe DECOMBLE, Maria DE JESUS, Mohammed ZAOUI, Michelle BOUCHON, José MARTINS, Patricia BARTOLI, Brahim OUAREM, Cathy DA MOTA, Jacques BOULANGER, Franck CHAUVEAU, Florence ROGER, Marie-Eve HODGI, Emmanuel GAPAILLARD, Bertrand PUARD, Sébastien CHAMBRY, Stéphanie DALMASSO, Adrien FRANCISCO, Julie FERRÉ, Mickael AMAND, Franck PHILIPPE, Marie-Noëlle ROLLY, Dimitri GORGE-BERNAT, Ivan CARRENO, Tahamout BENKHETTACHE.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article 2121.17 du code du texte précité.

Excusés ayant donné pouvoir :

Naïma FERROUDJI (pouvoir à Jean-Pierre VIMARD), Raymonde BLÉCOURT (pouvoir à Sarah BEN HAMMOU), Mélanie SCHLATTER (pouvoir à Marie-Noëlle ROLLY)

Absents Excusés :

Nombre de membres
composant le conseil : 39

en exercice : 39
présents : 36
représentés : 3
absents : 0

Frédéric PETITTA, Maire, ayant procédé à l'appel nominal, déclare la séance ouverte

Alice SEBBAG est élue secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2026

Délibération n°26-138

DGST : Corinne MICHEL

Service : Urbanisme

Affaire suivie par Catherine DIJON

ACQUISITION DE L'EMPLACEMENT RÉSERVÉ AVENUE GABRIEL-PÉRI MODIFICATIONS APPORTÉES À LA DÉLIBÉRATION N° 12279 DU 31 MARS 2009

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération n° 12279 du 31 mars 2009 autorisant Monsieur le Maire à procéder à l'acquisition des parties de terrain concernées par l'emplacement réservé avenue Gabriel Péri ;

CONSIDÉRANT que la cession de terrain au profit de la ville s'effectue à titre gratuit ;

CONSIDÉRANT que les frais liés à ces cessions sont mis à charge de la ville ;

CONSIDÉRANT que lorsque les opérations de constructions prévoient la réalisation d'un sous-sol sous cette marge de recul ;

CONSIDÉRANT que dans ces cas précis il y a lieu de réaliser une cession en volume ;

CONSIDÉRANT que la prise en charge de ces frais de géomètre et notaire liés aux cas de cession en volume doivent être imputés au promoteur immobilier ;

VU l'avis de la commission aménagement, cadre de vie, écologie, commerces et développement économique, réunie le 15 septembre 2026.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DIT que la délibération n° 12279 du 31 mars 2009 est modifiée dans sa partie relative aux frais liés aux acquisitions par la ville dans les termes définis ci-dessous.

DIT que les frais liés aux acquisitions gratuites par la ville seront supportés par la ville uniquement dans le cas où il n'y a pas de division en volume.

DIT que les frais liés aux acquisitions gratuites par la ville seront supportés par le vendeur lorsque la cession nécessite une division en volume.

VOTE

Pour : 39

Contre :

Abstention :

Pour extrait conforme.

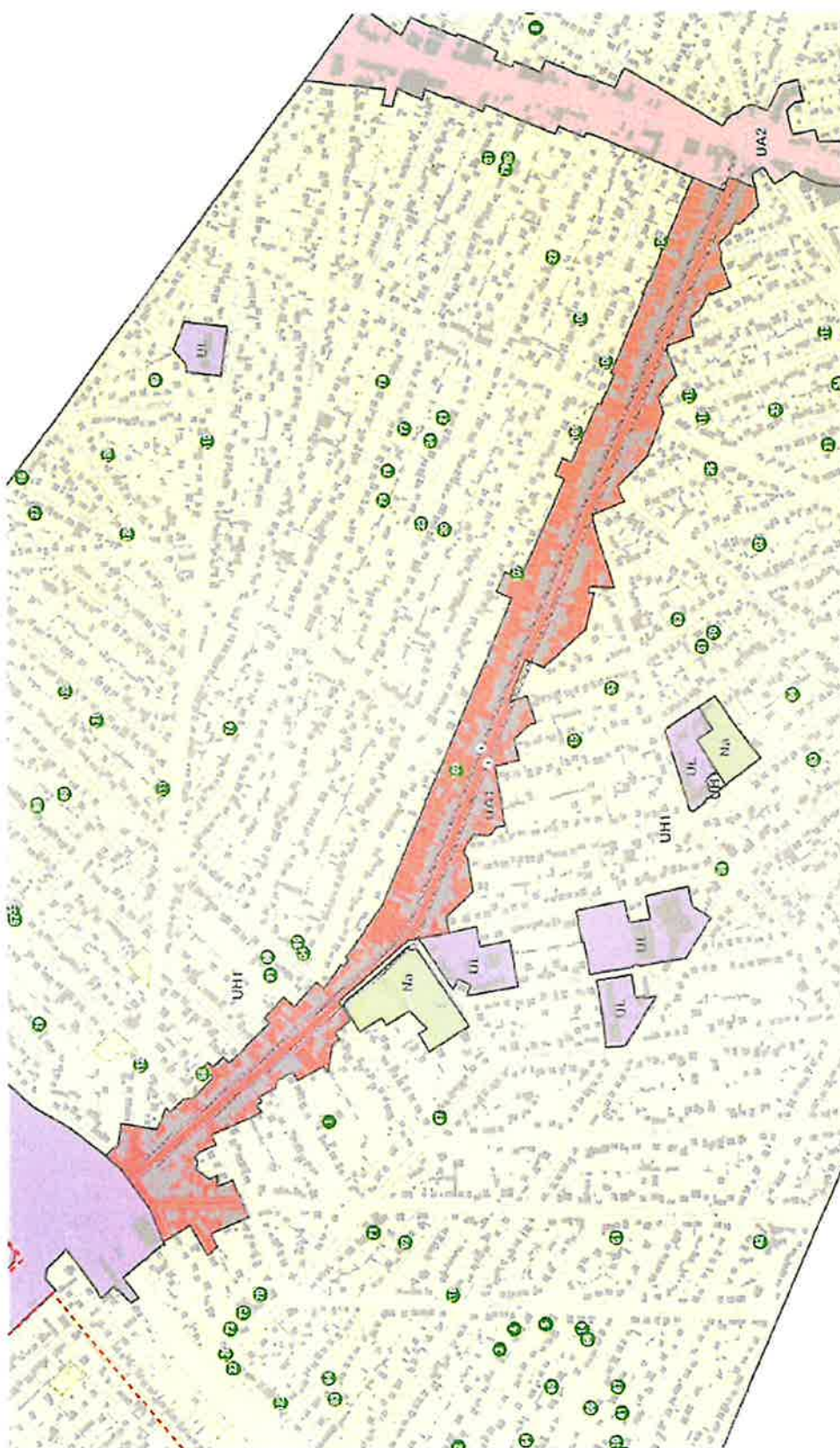
Frédéric PETITTA

Maire de Sainte-Geneviève-des-Bois

Président de Cœur d'Essonne Agglomération



Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).



 : emplacement réservé